

S'OCCUPER DE LA TERRE

qui s'occupe
de nous

“
L'agriculture
devrait être la
première activité
de santé.
Le paysan doit
précéder le
médecin.

- Pierre Rabhi



N°8
MARS
2022

L'ORTIE

Le Journal des COLLECTIFS informels
ÉCOCITOYENS entre Bièvre & Rhône

• <i>Edito</i>	P.2
• <i>Nasreddine</i> - <i>Un plan mûrement réfléchi</i>	P.3
• <i>Arlette infos</i> - <i>Ça bouze en Izère</i>	P.3
• <i>L'entretien</i> - <i>Konrad SCHREIBER</i>	P.4
• <i>La rencontre</i> - <i>Cécile ROUSSET</i>	P.4
• <i>Qualité nutritive des aliments</i> - <i>Michel ROMÉAS</i>	P.5
• <i>Les Faiseurs</i> - <i>Michel CHEVALLIER</i>	P.6
• <i>L'interview</i> - <i>Pascal DENOLLY</i>	P.8
• <i>HVE et filière agriculture biologique</i> - <i>Véronique RATAT</i>	P.11
• <i>Agroécologie</i> - <i>Véronique RATAT</i>	P.12
• <i>Sécurité sociale de l'alimentation</i> - <i>Rachel ROUSSELLE</i>	P.13
• « <i>Dis-leur que l'on sème...</i> » - <i>Rachel ROUSSELLE</i>	P.13
• <i>Changer de modèle agricole</i> - <i>Ferme de La Combe Bernard</i>	P.14
• <i>Clôture</i> - <i>Jacques VARIENGIEN</i>	P.16

RAPPEL

Les propos tenus dans ce journal n'engagent que leurs auteurs et non pas les personnes faisant partie d'un collectif informel d'une manière ou d'une autre, ou qui voudraient en faire partie. Les liens les livres et les références indiqués ne reflètent pas nécessairement une adhésion.

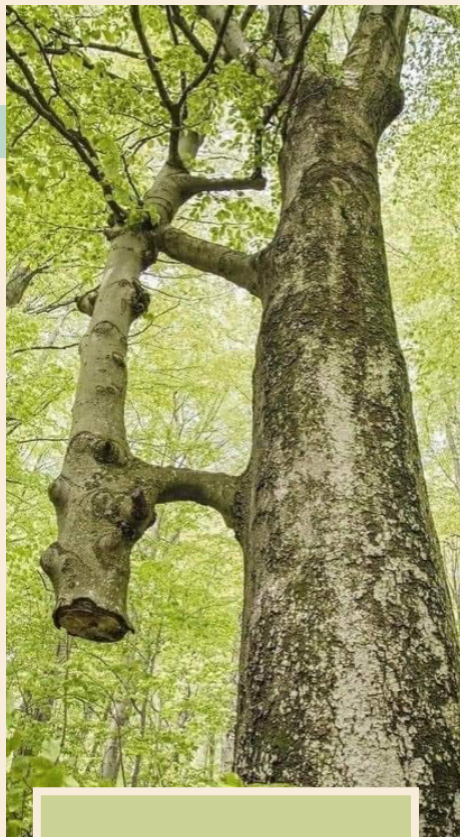
Vous voulez mieux comprendre, poser des questions, nous passer un bon savon (bio) ?

Contact : reseau.ecocitoyen.eber@gmx.fr

Notre site : <https://reseau-ecocitoyens.jimdofree.com>

- Ont participé à ce numéro :
Rachel Rousselle, Véronique Ratat, Martine Vibert, Michel Roméas, Gilles Roux, Lionel Roux, Claude Thierry, Jacques Variengien

- Communication graphique par Loana Vibert



Notre ancêtre paysan **avait la connaissance.** Désormais **le savoir** a remplacé la connaissance.

La technique a remplacé le culte et s'est substituée à l'idée d'honorer, voici l'*agri-technie**.

Ce savoir distancié, hors sol, est-il mis au service de la connaissance du « vivre avec la terre » ?

La connaissance du paysan l'inclut dans le monde, lui fait comprendre qu'il appartient à cet univers et qu'en conséquence il ne peut en disposer.

Le savoir lui laisse croire qu'il est extérieur à la nature, qu'il étudie de loin, qu'il peut exploiter à sa guise. Ainsi est né le nom « d'exploitant agricole ». Alors que la relation dynamique avec la nature l'enrichissait, désormais, l'agriculteur est soumis à la loi du marché mondial productiviste, aux aides corrélées à la mécanisation, à la robotisation. Quelle belle aubaine pour toute l'industrie agro-alimentaire peu encline à considérer le vivant ! **Peu reliés au vivant, les humains qui y travaillent, s'écartent du sens de leurs actions, du respect de la vie sur Terre, de la connaissance.**

Dès 1836 et l'avènement de la révolution industrielle, la rentabilité est de mise. Ainsi, après la seconde guerre mondiale, la chimie et la mécanisation n'ont fait que promouvoir l'agrandissement des fermes et la diminution de leur nombre. Au dernier recensement agricole (2020), 20 % des fermes

ont disparu en 10 ans. Cette course à l'agrandissement qui n'engendre que charges financières et administratives, destruction des milieux (monocultures, destruction du sol, emploi de pesticides, assèchement, haies rasées, arbres abattus), aliénation à l'économie mondiale, décime la population des paysans dans le monde : sans compter le taux de suicide dans cette profession.

Les politiques publiques préfèrent valoriser la prétendue modernité technologique qui pousse à l'agrandissement des structures, c'est un licenciement masqué des emplois paysans.

La conséquence : comment s'installer en agriculture sans endettement et avec passion et respect de la nature sur des fermes surdimensionnées ?

Aujourd'hui, la transition agricole doit favoriser les projets d'installation à taille humaine car comme Diderot et d'Alembert le définissent dans l'Encyclopédie, **l'agriculture est le plus beau et le plus essentiel des arts.**

*Manifeste pour une agriculture de l'amour, Hervé Covès, agronome et mycologue.



CONTE DE NASREDDINE

UN PLAN MÛREMENT RÉFLÉCHI



Nasreddine creuse un trou profond dans son jardin, qu'il comble ensuite de pierre ; un voisin le voit faire et l'interpelle ironiquement :

Le voisin

Eh Hodja ! C'est très bien à toi de faire disparaître les pierres, mais que vas-tu faire de la terre que tu as retirée ?

Nasreddine

Rien de plus simple, répond Nasreddine : je la mettrai, dans un autre trou que j'aurai creusé après celui-ci.

Le voisin

Très ingénieux, Nasreddine ! Mais dis-moi, la terre que tu auras retirée du deuxième trou, qu'en feras-tu ? La mettras-tu dans un troisième ?

Nasreddine

Allez laissez-moi tranquille maintenant. Je n'ai pas le temps de t'expliquer mon plan dans tous les détails.



ARLETTE INFOS

ÇA BOUZE EN ISÈRE !

- Une 5ème limite planétaire dépassée, sur 9 !

<https://www.cerdd.org/Parcours-thematiques/Territoires-durables/Ressources-territoires-durables/Les-limites-planetaires-un-socle-pour-repenser-nos-modeles-de-societe>

Et toujours aucun conseil municipal ni territorial qui aura déclaré l'urgence bio-climatique ni la transition. Quelle est la limite de la patience de nos représentants ? 6, 7, 8 ? Et la nôtre ? 9 ?

- 2ème volet du 6ème rapport du GIEC

Une synthèse à destination des décideurs. Les autres n'ont pas besoin de lire puisqu'ils ne décident de rien. Rassurez-vous, jusqu'ici tout va bien, nous ne faisons pas partie de la moitié de l'humanité aux premières loges, seulement de l'autre moitié qui va devoir l'accueillir.

https://theshifters.org/livrables/email_20220311/rapport_WGII_AR6.pdf

- Patron ! Une tournée de Cafés climat.

Revel Tourdan le 7 avril 20 h à l'Escapade. Thème : repenser les techniques agricoles.

Beaurepaire le jeudi 31 mars 20 h au plan B. Thème : Si on ne prépare ni la paix ni la guerre, on perdra et la paix et la guerre.

Montseveroux Café climat le vendredi 1^{er} avril 20h, salle du Levant au château.

Thème : les limites planétaires.

- Et un GFC, un !

Si vous voulez défendre la biodiversité en devenant co-propriétaires via un groupement forestier citoyen, bonne nouvelle : Benoit Coulée du GFC Green Forest, va venir à notre rencontre. Reste à trouver un lieu et une date. On trouve et on vous dit quoi ! Nota : l'effondrement de la biodiversité est lié d'abord à la perte d'habitat.

- Faire le bilan carbone de la famille

Montseveroux. Antony vous invite le vendredi 22 avril 20h. Inscription

obligatoire. infos à venir sur notre site

- La vie (d'ici) bas carbone

Le collectif chrétien Laudato Si est très actif sur Beaurepaire. Il propose le 3 avril des ateliers Inventons la vie bas carbone, avec animations pour les enfants. L'église catholique a créé le concept d'Eglise verte. Contact Didier Pissis.

- Fiches action climat EBER.

La municipalité de Revel Tourdan a innové avec l'invitation d'Axel Monteyremard, vice-Président de la CCEBER. Ce dernier a présenté à la population quelques fiches actions (il y en a 40 au total !). Comme il est prêt à se déplacer dans les communes pour présenter les fiches, nous espérons que d'autres équipes municipales sauront se saisir de l'opportunité ; surtout celles qui pensent qu'elles n'ont rien à faire, que tout se passe au niveau du Territoire. L'information est le B.A.BA de la démocratie.

L'ENTRETIEN

KONRAD SCHREIBER

Agronome

Konrad Schreiber

Un parcours professionnel et intellectuel éclairant, des analyses tranchées et sans concession, des propositions pour une agriculture à la fois productive saine et respectueuse de l'avenir, guidées par une bio-Logique s'appuyant sur le cycle du vivant, donc sur les sols vivants ; soit le contraire du labour, du travail de la terre.

Des maîtres mots

Évaluer les résultats de nos décrets, de nos prescriptions, de nos techniques, de nos produits ; tenir compte des diagnostics locaux ; sortir des discours idéologiques. Clin d'oeil : le pragmatisme c'est révolutionnaire (C'est moi qui le dit, vous verrez pourquoi).

Merci à lui

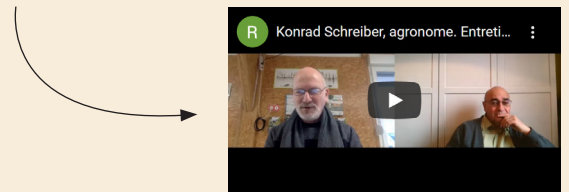
De nous accorder cet entretien et nous éclairer sur des pratiques agricoles qu'il affirme efficaces et durables, et somme toute logiques, bio-logiques.

Konrad Schreiber

Sillonne la France pour apporter de **bonnes nouvelles** : il est possible de restaurer des sols (limite dépassée) en quelques années, et donc de répondre aux besoins de l'humanité sans détruire le biotope. Il transmet au monde agricole des pratiques évaluées et justifiées scientifiquement ; ils sollicitent aussi les milieux politiques, preuves en main, pour qu'ils mettent à jour leur logiciel de production artificielle destructrice et polluante, et nous nos pratiques de jardinage ; ça compte aussi.

Il a créé l'IAD, l'*Institut de l'Agriculture Durable*, <https://agridurable.top> et met à disposition de nombreuses conférences sur sa chaîne Youtube *Verde terre production*.
<https://www.youtube.com/c/VerdeTerreproduction>

Pour voir la vidéo : <https://youtu.be/V8uU7dDZ2Ww>



La plante,
c'est la
planEte moins
le E de nos
Erreurs

- Konrad Schreiber

LA RENCONTRE

CÉCILE ROUSSET

Horticultrice

Le témoignage d'un parcours de vie de toute une famille qui tend vers l'autonomie, et qui transmet aux enfants et nous transmet que c'est possible de faire beaucoup mieux, donc plus simple. Une productrice du sens de sa vie, mais pas de déchets.

<https://drive.google.com/file/d/1dTB6s-HZSO9q3WA83qkhzcjuuXsHadzy/edit>

Entretien réalisé par Martine Vibert

QUALITÉ NUTRITIVE DES ALIMENTS

MICHEL ROMÉAS



Sur notre site, l'article complet avec les sources scientifiques sur lesquelles s'appuie Michel <https://reseau-ecocitoyens.jimdofree.com/onvous-sugere/à-lire>

Il est quelque peu surprenant pour beaucoup d'apprendre que plus de 95 % de la vie sur terre réside dans le sol et que la plus grande partie de l'énergie de ce monde incroyable sous nos pieds provient du carbone végétal. Les exsudats des racines vivantes sont, de toutes les sources de carbone, les plus riches en énergie.

../.. Hélas, la plupart des méthodes agricoles actuelles ont gravement compromis les communautés microbiennes du sol, réduisant de manière significative la quantité de carbone liquide transférée vers le sol et stabilisée dans celui-ci. Il en résulte des réactions négatives tout au long de la chaîne.

Au cours des 150 dernières années, une grande part des sols agricoles de premier plan dans le monde a perdu entre 30 à 75 % de son carbone, ajoutant des milliards de tonnes de CO₂ à l'atmosphère.

Les pertes de carbone dans le sol réduisent considérablement le potentiel productif de la terre et la rentabilité de l'agriculture. La dégradation des sols s'est intensifiée au cours des dernières décennies, avec environ 30 % des terres cultivées dans le monde, abandonnées au cours des 40 dernières années à cause de l'épuisement des sols. Avec une population mondiale à presque 10 milliards d'ici 2050, le besoin de restauration des sols n'a jamais été aussi pressant. La « dysfonction » du sol a également un impact sur la santé humaine et animale.

Il est inquiétant de constater qu'au cours des 70 dernières années, le niveau de tous les nutriments dans presque tous les types d'aliments a chuté de 10 à 100 %. Aujourd'hui, un individu devrait consommer deux fois plus de viande, trois fois plus de fruits et quatre à cinq fois plus de légumes pour obtenir la même quantité de minéraux et d'oligo-éléments disponibles dans ces mêmes aliments qu'en 1940.

On pense généralement que la réduction significative de la densité nutritive des aliments produits de nos jours est due à un effet de dilution. Dit autrement, à mesure que le rendement augmente, la teneur en minéraux diminue. Pour autant, on n'observe pas de réduction des niveaux de nutriments dans les légumes, les cultures ou les pâturages à haut rendement lorsque les sols sont sains et biologiquement actifs. En fait, c'est tout le contraire qui s'applique.

../.. L'épuisement des nutriments résumé dans l'analyse de David Thomas se manifeste par une moyenne pondérée des changements dans les minéraux et les oligo-éléments sur 27 types de légumes et 10 types de viande :

• Diminution des minéraux dans les légumes :

(1940-1991, moyenne de 27 sortes de légumes) : Déclin du cuivre de 76 %, déclin du calcium de 46 %, déclin du fer de 27 %, déclin du magnésium de 24 %, déclin du potassium de 16 %.

• Épuisement des minéraux dans la viande :

(1940-1991, moyenne de 10 sortes de viande) : Le cuivre a diminué de 24 %, le calcium a diminué de 41 %, le fer a diminué de 54 %, le magnésium a diminué de 10 %, le potassium a diminué de 16 %, le phosphore a diminué de 28 %.

Une diminution significative des minéraux et des oligo-éléments a également été enregistrée dans les 17 variétés de fruits et les deux produits laitiers testés au cours de la même période. L'épuisement des minéraux dans la viande et les produits laitiers reflète le fait que les animaux consomment des plantes et/ou des grains qui sont eux-mêmes déminéralisés.

en mg/100 g	année	Blé	P. de terre	Poireau	Chou vert	Haricot vert	Carotte	Tomate	Pomme	Orange	Lait	Œuf
Calcium	1960	40	15	60	60	65	39	11	6,0	28	125	55
	2016	35	14	51	83	48	33	8	5,3	30	120	77
Magnésium	1960	140	30	18	25	25	15	10	5,0	11	11	11
	2016	120	22	19	17	21	11	10	6,5	12,5	9,8	11
Potassium	1960	450	500	300	350	250	300	280	120	185	150	140
	2016	395	420	210	245	225	300	255	120	150	160	135
Fer	1960	4,0	1,0	1,0	0,5	0,9	1,2	0,4	0,4	0,4	0,1	0,4
	2016	2,7	0,9	1,5	0,7	1,0	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	1,9
Zinc	1960	5,5	0,30	0,23	0,15	0,10	0,30	0,24	0,10	0,15	0,3	1,5
	2016	2,6	0,35	0,21	0,20	0,30	0,20	0,10	0,15	0,07	0,37	1,0
Vitamine C	1960	15	20	60	19	9,0	38	10	60			
	2016	19	19	69	14	5,8	25	6,2	57			
β-Carotène	1960	2,0	0,3		0,3	6,0	0,50	0,05	0,25			
	2016	1,5	1,0		0,4	8,3	0,45	0,02	0,25			

Tableau de Léon Gueguen, directeur de recherche Inrae, qui conteste l'hypothèse d'une baisse des valeurs nutritives et défend une agriculture intensive. <https://alimentation-sante.org/wp-content/uploads/2017/06/20170530alimentshistoriquequalite.pdf>

LES FAISEURS

MICHEL CHEVALLIER

Adjoint à l'environnement de Beaurepaire



Bien qu'on sache qu'au moyen-âge Beaurepaire était largement recouvert de forêt, de marécages, etc, la période moderne a fait plus largement place à l'agriculture. Le changement climatique ramène à l'esprit que le reboisement est nécessaire à notre survie en permettant d'abaisser localement la température. En effet la perspiration des feuilles vaporise de l'eau, un phénomène qui consomme l'énergie de la chaleur ambiante et fait descendre le thermomètre.

L'autre intérêt de planter des arbres est de contribuer même modestement à la fixation de carbone.

À Beaurepaire il y a une troisième raison pour planter des arbres dans le parc de l'Oron (1,8 ha) devant la salle polyvalente. Il s'agit d'offrir quelques fruits (cerises, prunes, noix) que chaparderont les promeneurs qui viendront profiter du parc aux saisons propices. Non seulement la municipalité a commencé des plantations d'une vingtaine d'arbres mais cette action encourage des propriétaires privés et une

association de pêcheur à planter des saules au bord de la rivière qui sur un large tronçon n'a aucun ombrage.

Ce mouvement se poursuivra j'espère dans les années à venir. Par exemple, la plantation d'aulnes au bord de l'Oron pour faire de l'ombrage à la renouée du japon et ainsi réduire son emprise. Ce projet quelque peu expérimental traduit la volonté de gagner le combat contre ces plantes envahissantes qui sans action de notre part finiraient par nous interdire tout espace de promenade.

Ailleurs, la plantation d'arbres assez hauts apportera de l'ombrage sur des parkings aujourd'hui totalement artificialisés. L'installation de lierre le long de murs en béton, aura la vertu de cacher ces murs indispensables pour contenir des crues de plus en plus fréquentes et serviront de « trame verte », ces couloirs de verdure qui permettent aux passereaux de traverser la ville sans trop d'entrave.

Les constructions récentes de la commune ont tendance à s'entourer

de murs en ciment avec plus ou moins de décoration ajourées, d'enduits colorés eux-mêmes sur une base en ciment.

Ces murs sont autorisés par les permis de construire, mais qu'apportent ils ? Un mur de clôture protège-t-il des intrusions ? Peut-on vraiment dire que ça embellit le village ou l'habitation elle-même ? Celui qui est derrière un mur n'est il pas lui-même enfermé, comme son regard. Est-ce qu'un mur apaise une peur ? La peur de l'autre ?



Dans tous les cas, les murs en parpaing, ne protègent pas du réchauffement climatique. Pour Les faiseurs Michel Chevallier adjoint à l'environnement de Beaurepaire Premiers arbres fruitiers plantés au Parc de l'Oron faire du ciment il faut chauffer du calcaire et de l'argile à 1450°C ce qui implique un bilan carbone élevé et contribue à la dégradation du climat en cours.

Le mur en parpaing ne protège pas non plus contre les moustiques. L'été passé les moustiques tigres ont été de plus en plus nombreux. Des luttes biologiques expérimentales vont essayer de venir à bout du phénomène en milieu tropical, en lâchant des moustiques recombinants, ou stérilisés, ou infectés avec une bactérie.

Jusqu'ici il y avait moins de moustiques, parce qu'il y avait des oiseaux pour les giber. Malheureusement la population d'oiseaux a chuté d'un tiers en 30 ans en France selon les meilleurs sources. On peut attendre que les organismes d'état fasse le travail de démoustication. On peut aussi éviter de construire des murs en parpaings et à la place, planter des haies champêtres, moins coûteuses économiquement, moins coûteuses en bilan carbone, des haies qui permettront aux oiseaux de nicher. Des haies d'épine vinette ou d'aubépines ou d'autres plantes à épines assurent une sécurité

anti intrusion hyper efficace en alimentant les oiseaux. Ces haies, sont un habitat de choix pour les oiseaux. De plus l'état met la main au portefeuille pour encourager ces démarches vertueuses.

Augmenter la qualité de l'environnement est notre affaire à tous.

Globalement ces actions engagées n'ont rien de vraiment originales. Cependant elles traduisent une autre manière de voir notre paysage villageois en essayant de réduire la « minéralité » des constructions dans un espace vivant.

Michel Chevallier

L'ORTIE. Merci Michel pour cette communication et cette initiative qui devrait se généraliser, EBER ayant la projet d'utiliser tous les espaces possibles à la plantation d'arbres.



Toujours une question d'arbres.

L'APAJH met à disposition un terrain d'1Ha et 1/2 sur Beaurepaire pour un éventuel **JARDIN-FORÊT** que nous avons proposé à la directrice Mme Julie MARTIN. Qu'elle en soit remerciée. M. Chevallier est disposé à impliquer la municipalité dans ce projet qui pourrait rassembler les générations : des anciens qui font pousser, bouturent et proposent leurs produits, des parents et des enfants qui plantent, des cueilleurs de tous les âges, et autant d'opportunité de se rencontrer, de collaborer, de faire du commun, et de faire la fête. Bon pour Elle (la biodiversité et le CO2) donc pour nous (l'habitabilité d'Elle).

Nous invitons les beaurepairois intéressés par ce projet à se faire connaître. Il ne manque qu'eux, et rien ne se fera sans eux car on ne fera pas à la place des premiers concernés.



L'INTERVIEW

PASCAL DENOLLY

Agriculteur



Monsieur Pascal DENOLLY

- Agriculteur à Revel
- 40 ans de responsabilités professionnelles
- Pdt de la SAFER, ex Pdt de la FDSEA, vice-pdt en exercice de la chambre de l'agriculture, Pdt du pôle agro-alimentaire

P. Denolly :

Sur notre exploitation, nous avons toujours cherché la valorisation de notre production en filière directe, avec comme contrainte, des intrants mini et des variétés gustatives. Par ailleurs, avec le Pôle Agro Alimentaire de l'Isère mon challenge est de développer, via la marque IsHere, l'interface commerciale pour permettre aux producteurs d'accéder à un débouché stable de produits HVE vers les grandes surfaces. L'ambition c'est de leur permettre d'investir avec quelques garanties et d'augmenter leur prix de vente de 10 à 15%. Important, il n'y a pas de transfert de propriété, nous sommes simplement l'interface commerciale ; ex la brique de lait IsHere.

L'Ortie : HVE, qu'est ce que ça veut dire ?

Haute Valeur Environnementale. A ne pas confondre avec le bio. C'est une certification et non pas un label, avec une progression sur 3 niveaux avec 4 critères : maîtrise des intrants, maîtrise de la fumure, de l'utilisation de l'eau et de l'impact sur la biodiversité. Il manque probablement un 4ème niveau pour être plus en adéquation avec les exigences nouvelles. La question du bien-être animale et les pratiques bas carbone doivent être intégrées.

Si vous validez les rapports scientifiques du GIEC, le réchauffement climatique doit interpeller vos pratiques.

Oui, et depuis longtemps, avant même les rapports du GIEC : l'agriculture est la première concernée. Au début de ma Présidence de la FDSEA, mon idée était d'amener un grand nombre d'agriculteurs à repenser les techniques agricoles en

tenant compte des nouvelles contraintes : émissions de CO₂ à réduire, intrants à diminuer car nous allons vers l'épuisement des ressources en phosphate, la gestion de l'eau, ressource qui va être en tension, la biodiversité à développer. En AG en 2015 j'ai proposé, à partir des travaux de Michel Griffon, agronome que nous avons fait venir (voir Agriculture Ecologiquement Intensive, AEI), de se préoccuper du cycle du vivant et de la structure du sol. La Chambre d'Agriculture a mis en place un groupe « Isère Sols Vivants » qui accompagne les agriculteurs vers les nouvelles pratiques en semis directs.

Il y a plusieurs façons de travailler en sols vivants ?

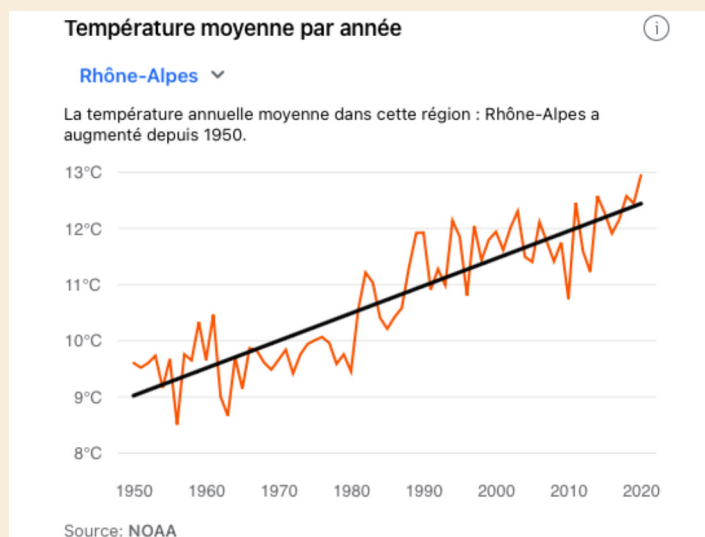
Tout d'abord ce qui compte c'est la fertilité du sol : on parle matière organique, d'état calcique, de ph, de vie microbienne. Je suis circonspect parfois sur certaines pratiques, en tout cas je demande à voir, par exemple celles de François Mulet, de MSV Maraîchage Sols Vivants (co-crédation avec Konrad Schreiber dont l'interview en visio est visible dans ce même n°. NDLR), mais je reste disposé à en débattre, notamment sur la conséquence de la quantité de matière organique apportée et sur l'acidification du sol. Je demande à visiter. Mais ça amène une vraie question : celle de l'autonomie en activant la vie du sol. Et l'autonomie nous y serons contraints très bientôt. Je pense à Jean Martin Fortier (voir ci-joint visio réalisée par Ver de terre production de F. Mulet et K. Schreiber, justement ! NDLR), un jeune québécois, qui semble avoir des résultats intéressants, de la productivité. (il y a aussi Bruno Parmentier dont vous trouverez de nombreuses vidéos, NDLR).



Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=4Z7jTgCNLSQ&t=807s>

En parlant d'autonomie, quid de l'énergie ?

Par le passé, les fermes étaient autonomes en énergie, elles produisaient le fourrage pour leurs chevaux, leurs boeufs, ce n'est plus le cas ; même si une grande partie du colza de nos fermes sert à fabriquer du biodiesel qui divise pas 2,5 la production de GES, mais on ne peut pas poursuivre sur l'externalisation des ressources nécessaires à la production. Plus encore, on demande à l'agriculture de produire de l'énergie pour le pays. Si c'est en utilisant les surfaces agricoles pour faire du photovoltaïque, c'est du délire puisqu'on va manquer de surfaces du fait de l'artificialisation continue des sols, malgré les discours. Le photovoltaïque il faut le faire sur les toits ou sur des serres, et il faut résister aux propositions alléchantes des industriels. Ça pose donc la question de l'urbanisme et du rôle des élus, ça pose la question de l'artificialisation par la dimension des terrains que l'on donne à construire et les infrastructures nécessaires. Par exemple 800 Ha de terre arable perdue en 2020, il y a presque autant de terre consommée par l'industrialisation que pour des usages de loisirs. Donc même si le photovoltaïque est une solution intéressante, c'est à condition qu'il y ait un dialogue entre les agriculteurs les élus et la population. Et c'est la même chose pour la méthanisation : la tentation est grande de mettre directement les récoltes dans le méthaniseur plutôt que de nourrir les animaux. L'actualité nous bouscule et les agriculteurs sont interpellés pour produire plus de gaz !



Il va falloir regarder les choses en face, et ensemble

Je n'exprime pas de doute sur les rapports du GIEC, je pense même qu'ils ont été prudents et les réévaluations sont pires que les premières évaluations (voir 2ème volet du dernier rapport du GIEC qui vient de paraître, lien en fin de journal). L'évolution du climat est à bas bruits mais il faut les entendre ; par exemple depuis 1991

ma récolte de melons est avancée de 15 jours au moins. On voit aussi que les aléas climatiques sont fréquents.

Est-ce que c'est vrai pour vos institutions ou est-ce votre avis personnel et isolé ?

Il y a plus de 20 ans que nous avons pris conscience de ces problématiques et que nous y travaillons concrètement. A la Chambre d'Agriculture, c'est avec l'opération « Terre et eau » que nous avons commencé à sensibiliser les agriculteurs, mais aujourd'hui l'action est beaucoup plus large : fertilisation, gestion des affluents d'élevage, désherbage mécanique, implantation cultures bas intrants, autonomie alimentaire des élevages. Il y a des équipes désormais sur ces questions de pratiques et d'adaptation. Nous sommes actifs et nous proposons des formations. Mais la Chambre d'agriculture n'est pas une exploitation agricole, on ne peut pas ordonner les changements. Je vais quitter mes responsabilités sans avoir totalement réussi cette mutation mais il y a eu beaucoup de changements déjà, par exemple au moins 50 % des céréaliers ont renoncé au labour et on ne reviendra pas en arrière. Cependant, alors que la Chambre a beaucoup accompagné de conversions bio, le marché est engorgé et comme toujours c'est le consommateur qui arbitre.

Peut-on laisser à l'appréciation de chacun un problème qui concerne tout le monde ? Comment intégrer l'avis de la population qui voudrait une alimentation de qualité, en quantité, tout en préservant l'avenir, c'est-à-dire le vivant qu'il soit dans ou hors les sols.

L'agriculture est une part du problème des émissions de CO2 et aussi une part de la solution. Mais c'est difficile toutes ces injonctions car l'agriculteur, comme tout le monde, pense d'abord à gagner sa vie. Le monde agricole se sent accusé car il n'est qu'une partie du problème, or il n'est pas le seul à devoir faire sa part.

Je pense pour ma part qu'il est LA solution, car sans nourriture, même avec internet partout des voitures électriques et des avions bas carbone etc, il n'y a pas d'avenir pacifique, par ailleurs il a une capacité de captation naturelle de CO2 indispensable.

On est d'accord. Je reviens à Jean Martin Fortier qui génère sur 1ha1/2 100 K.euros de chiffres d'affaires, soit peut-être 30 K.e de bénéfices. Je pense que chez nous il faudrait faire un peu différemment au niveau de la gestion des sols, mais on voit qu'il y a des pratiques qui nourrissent tout le monde, qui peuvent de plus ramener des gens à la terre, dans une agriculture un peu plus

circulaire, moins mécanisée sans être autarcique pour autant, et répondre aux enjeux.

Faut-il continuer les phytosanitaires ?

Je pense que ça se discute. Par exemple avec les OGM, il y a un effet d'emballlement sur l'utilisation des phyto, 6 à 7 litres de glyphosates à l'hectare, ça n'a pas d'avenir. Mais les gens que je connais qui sont en semis directs - donc les plus vertueux en terme de capture de CO₂ - me disent qu'ils ont besoin d'1 litre, 1,2 litre à l'hectare. J'aimerais qu'il y ait des recherches pour étudier les conséquences sur l'environnement plus précisément.

Avez-vous le sentiment que les choses bougent à l'intérieur des institutions ?

Les choses bougent partout, avec la SAFER, ce qui a été converti en bio doit se transmettre prioritairement en bio. La Chambre d'Agriculture propose des diagnostics pour les conversions en bio ou HVE, pour faire évaluer les pratiques qui tiennent compte des nouvelles contraintes. Mais j'ai conscience qu'il y a encore beaucoup de travail pour que les gens enchaînent les pas. Il faut dans les fermes des réussites donc des expérimentations et les faire connaître. Le Green Deal Européen et l'Etat français ont fixé un objectif de 25 % d'agriculteur Bio en 2030 pour contribuer à la neutralité carbone en 2050. En France on est à un petit 10% de production en bio ; on doit continuer la progression mais il faut pour cela soutenir les producteurs. Je crois qu'on n'est pas allé chercher tout le marché de la bio, les institutions qui dépendent de nos élus doivent être sollicitées : les écoles, les Ehpad, les collèges et lycées etc... Ça veut dire que l'on doit se rencontrer, se parler entre élus et producteurs pour définir une stratégie. Le PAT (Plan Alimentation du Territoire) en cours d'élaboration devrait apporter des solutions, et les habitants ont leur mot à dire dans cette réflexion. Mais comme je l'ai dit, il ne faut pas se raconter d'histoires : aujourd'hui la plupart des marchés de producteurs en bio sont saturés. Pour la 1ère fois cette année, 2300 agriculteurs en bio se sont « déconvertis ».

Et la France n'est plus exportatrice net je crois.

Oui, en 2021 et pour la 1ère fois, la France n'est pas exportatrice nette de produits alimentaires. Depuis 10 ans nous décrochons face à des pays qui ont continué à intensifier, à investir : les Pays-Bas, avec une surface agricole 15 fois plus petite que la nôtre, sont le 2ème pays exportateurs de produits agro alimentaires derrière les Etats Unis. Nous ne vivons pas dans un monde parfait certes, mais pour moi et pour finir, la principale question

est : comment pouvons-nous nourrir les plus pauvres ? En France et dans le monde. Nous sommes proches des révoltes de la faim.

On n'a pas fini d'en parler donc, mais c'est à condition de commencer, ce que nous avons fait. Je vous remercie Pascal pour avoir pris ce temps.



ÉCLAIRAGE SUR LE HVE ET LA FILIÈRE AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Véronique RATAT

Éclairage sur des pratiques agricoles qui n'ont pas la même valeur environnementale mais qui peuvent conduire à une grave méprise auprès des consommateurs.

La certification **HVE** ou « **Haute valeur environnementale** » a été créée en 2010 suite au Grenelle de l'Environnement pour reconnaître les exploitations agricoles engagées dans des pratiques particulièrement respectueuses de l'environnement qui leur permette comme en agriculture biologique d'obtenir des crédits d'impôt pour leurs comportements en faveur du vivant.

Or, pour obtenir la certification HVE, les exploitations ont 2 voies :

A/ Voie «Thématique» : accessible en cumulant des points sur 4 thématiques (irrigation, biodiversité, pesticides, fertilisation)

B/ Voie "Globale" : accessible en cumulant un chiffre d'affaire dans lequel les intrants sont inférieurs à 30%, il s'agit d'un accès simple sans conventionnalité environnementale réelle.

La voie A se veut plus vertueuse. D'ailleurs, l'OFB (office Français de la Biodiversité) et l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales), dans leurs récents rapports, montrent qu'il est aisé d'obtenir les points nécessaires dans les différentes catégories en respectant simplement la réglementation en vigueur et sans changer de pratiques agricoles. Selon l'OFB : Il est même facile de «valider l'indicateur biodiversité sans qu'aucune des caractéristiques de l'exploitation ne

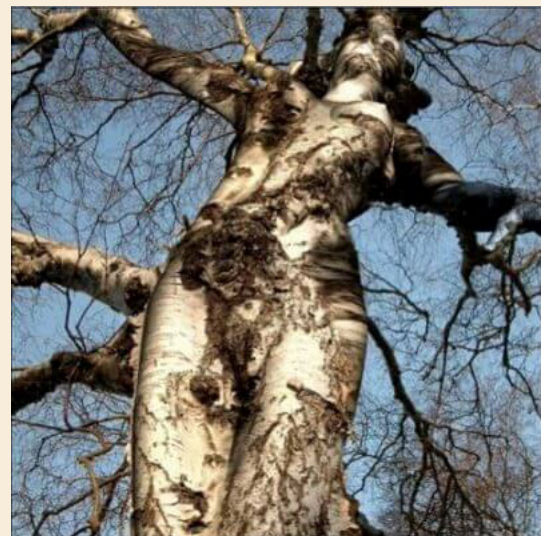
soit particulièrement vertueuse au titre de la biodiversité».

Aucune conversion n'est obligatoire contrairement à AB, il n'y a pas d'interdiction des pesticides et des engrais chimiques de synthèse, et aucune exigence concernant la transformation comme l'utilisation d'exhausteurs de goût, d'arômes chimiques de synthèse et de colorants.

Et un point fondamental, aucune exigence sur le bien-être animal contrairement à la certification AB où les cages sont interdites, l'accès au plein air obligatoire, un espace par animal minimum, la limitation des caillbotis et des mutilations (écorneage, ébeccage, caudectomie : coupe de la queue des mammifères). HVE n'intègre pas l'interdiction des nanotechnologies, des rayons ionisants et n'impose pas la production d'aliments du bétail comme l'intègre AB.

Quant à la gestion de la ressource en eau : pour obtenir le nombre de points nécessaire à la certification HVE, les exploitations peuvent valider cet indicateur sans qu'aucune surface irriguée ne bénéficie de matériel ou de pratiques agronomiques favorisant les économies d'eau et sans limitation des prélèvements dans le milieu naturel en période d'étiage. Il ne s'agit donc pas d'un indicateur de résultats, mais d'un indicateur de moyens.

L'agriculture biologique, qui doit encore avancer bien sûr, alimente, elle, des pratiques, avec d'autres labels tels que Nature et Progrès ou Demeter, nettement plus exigeantes pour le respect du vivant.



AGROÉCOLOGIE

ALTERNATIVE AU MODÈLE AGRO-INDUSTRIEL DOMINANT

Véronique RATAT

**Bienvenue à l'agroécologie !
Ou à l'alternative au modèle
agro-industriel dominant !**

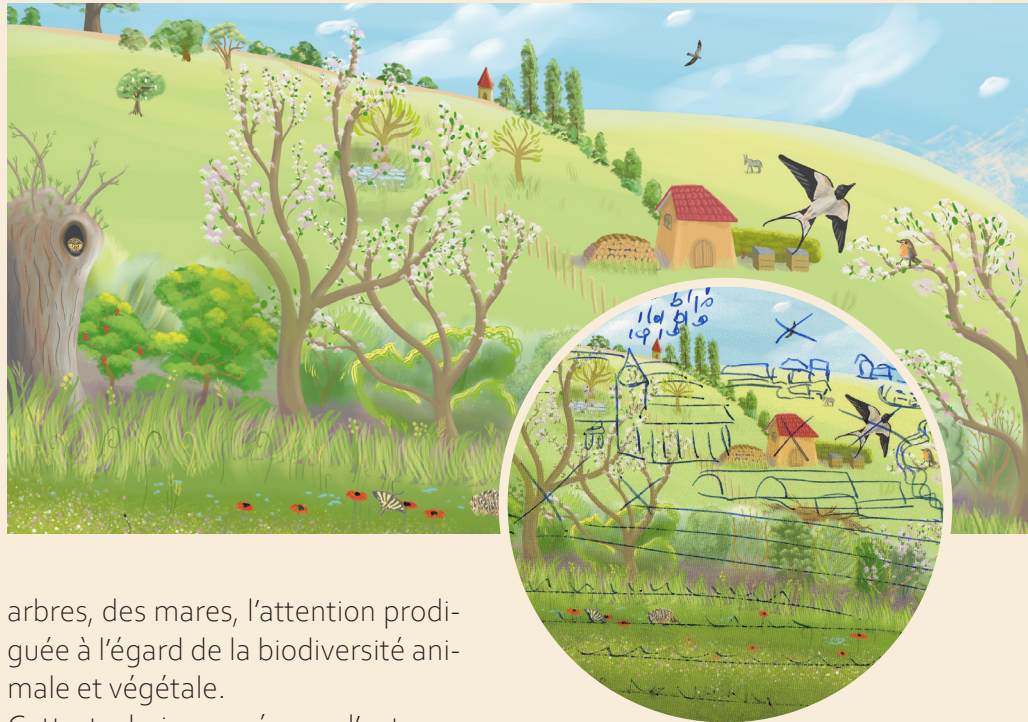
Le modèle agricole actuel est responsable d'un quart des émissions à effet de serre par le relargage de CO² par le sol, l'élevage intensif, les transports, la fabrication de produits chimiques.

Il impacte la biodiversité par sa déforestation, ses monocultures, ses traitements chimiques, sa mécanisation, la destruction du sol, la pollution de l'eau douce et de l'eau de mer car il n'est pas en reste concernant les déchets plastiques, chimiques, matériels.

Le modèle agricole majoritaire sur la planète contribue largement au dépassement des cinq limites planétaires. Et pourtant, l'ambiance transnationale nous assure que c'est lui qui, par sa technologie, nous sauvera, grâce à une agriculture intelligente, connectée, robotisée, digitalisée, financiarisée.

Heureusement d'autres modèles existent : l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) a réalisé le scénario TYFA : Ten Years for Agroecology in Europe (Dix ans pour l'agroécologie en Europe). Présenté en septembre 2018, il pourrait nourrir durablement 530 millions d'Européens en 2050. Et ce, malgré une baisse de production de 35 % par rapport à 2010.

Une Europe entièrement agroécologique, affranchie des intrants de synthèse, reposant sur un redéploiement des prairies naturelles, l'extension des haies, des talus, des



arbres, des mares, l'attention prodiguée à l'égard de la biodiversité animale et végétale.

Cette technique préserve l'autonomie des paysans vis à vis des intrants et des investissements.

Ce modèle tient compte de l'urgence d'exiger la préservation de la surface disponible pour l'agriculture et les corridors naturels. (et ainsi de lutter contre la confiscation galopante des terres par l'urbanisation, l'industrialisation, le tourisme) mais de réapprendre à basculer dans le temps long des arbres : cultiver la pluie grâce à eux : car les arbres ramènent la pluie et même font resurgir les sources.

Un tel modèle favorise les petites structures, la main d'œuvre, plutôt qu'une mécanisation outrancière et coûteuse. Actuellement le système comptable privilégie l'investissement en faisant miroiter les amortissements sur plusieurs années qui réduisent la déclaration du chiffre d'affaires et donc des charges fiscales des agriculteurs. Pourquoi ne pas plutôt favoriser le travail humain en le défiscalisant ?

Et puis, au bout du compte l'environnement, la pollution, la qualité de vie de l'agriculteur ne sont pas pris en compte.

D'autre part, les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole diminueraient de 40 %, toujours par rapport à 2010, grâce à l'abandon des importations de protéines végétales (35 millions d'hectares de soja importé génétiquement modifié pour résister aux herbicides afin de nourrir les troupeaux de bovins).

En France pour se nourrir avec une agriculture paysanne il faudrait 1 million de paysan.ne.s à minima. Il va falloir que ce métier redevienne envisageable pour beaucoup d'entre nous...

Devenons des consomm'acteurs en choisissant de nous nourrir de produits issus d'un travail digne et intelligent, réalisé par des hommes et des femmes enthousiastes, les pieds sur terre !

UNE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION

Rachel ROUSSELLE



Pendant que la sécurité sociale de la santé est doucement démentelée au profit de mutuelles privées, lancer la réflexion de l'étendre à l'alimentation permet de se réapproprier nos acquis sociaux et de penser une alimentation de qualité accessible à tous.

C'est ce que proposent plusieurs organisations citoyennes : créer une sécurité sociale de l'alimentation.

Les produits paysans ne sont pas plus chers que les produits industriels si le coût sociétal de la bouffe industrielle était réellement pris en compte (problème de santé, gaspillage, subvention via l'aide alimentaire...).

Une réflexion sur l'organisation collective de notre alimentation ferait grandir notre société et repenser notre démocratie.

Quelle bonne idée que cette sécurité sociale de l'alimentation ! Cette BD met toutes ces idées en ordre pédagogiquement. Mais tout reste à faire !

Pour lire le début de la BD : <https://securitesociale-alimentation.org/production/une-bdsur-la-ssa/>

Pour en savoir plus sur la SSA : <https://securite-sociale-alimentation.org/la-ssa/>

« DIS-LEUR QUE L'ON SÈME,
DIS-LEUR QUE L'ON S'AIME »
Flashmob HK - Rennes 8 mai 2021

Oh mais dis-leur que l'on s'aime
Dis-leur que ça nous fait du bien
En quoi cela serait-il un problème
Nous nous tenons par la main
Oh mais dis-leur que l'on sème
Dis-leur que ça nous fait du bien
Non nous ne sommes pas un problème
Nous sommes le monde de demain

Dis-leur que c'est ainsi
Que naissent les colombes
Dis-leur que c'est ici
Que commence le nouveau monde
Dis-leur nos cœurs qui s'ouvrent
Quand le monde s'isole
Dis-leur qu'on se retrouve

Dis-leur qu'il n'y a pas d'immunité, n's'effondre pas
sans souffrance,
que la diversité et la meilleure
des résiliences,
Dis-leur que pour manger,
ya pas besoin d'usines,
mais de mains dans la terre et de plein
d'abeilles qui butinent,
notre énergie vitale,
dépend de c'qu'on avale,

Dis-leur que les paysannes, nourrissent
l'humanité, sans trop les écouter.

Dis-leur que
l'on sème,
Dis-leur que
l'on s'aime.



CHANGER DE MODÈLE AGRICOLE, UNE NÉCESSITÉ CLIMATIQUE ET SOCIALE

VERS UNE AGRICULTURE BIO ET PAYSANNE

Ferme de La Combe Bernard

• D'OU VIENT L'AGRICULTURE BIO

L'industrialisation de l'agriculture s'est faite après la guerre.

Dès le début, des paysans et écologistes ont refusé ce choix technique et on sentit qu'il fallait respecter la nature pour pouvoir en vivre, pour eux et pour les générations qui allaient les suivre.

C'est à cette époque que sont nées les associations comme Nature et Progrès ou ce qui allait devenir France Nature Environnement. Alors que l'état faisait des politiques pour la « modernisation de l'agriculture », Nature et Progrès a réfléchi à des cahiers des charges encadrant les pratiques agricoles et permettant de garantir aux consommateurs des produits respectueux de leur santé et de la terre.

Encore aujourd'hui, les cahiers des charges de Nature et Progrès sont les plus aboutis, les plus cohérents.

Dans le milieu des années 80, l'état entend enfin cette demande des citoyens et des paysans pour accompagner une alimentation et une production plus respectueuse de l'environnement. Il décide alors d'encadrer la bio, reprend les cahiers des charges de Nature et Progrès et crée un label officiel de qualité en s'appuyant sur une certification par des organismes tiers comme Eco-cert. L'Agriculture Biologique s'officialise.

Mais la logique étatique a toujours été de permettre la coexistence de ce mouvement bio pour une élite qui voulait ou pouvait bien manger, tout en continuant de soutenir encore plus massivement l'agriculture conventionnelle pour fournir l'alimentation de moins bonne qualité « au plus grand nombre ». Si l'affichage d'un développement de l'agriculture bio est largement médiatisé, les moyens sont en réalité très largement limités et bien inférieurs à ce qui est dirigé vers l'agriculture conventionnelle. Ces quelques concessions faites à l'agriculture bio sont accompagnées, en parallèle, de nombreuses tentatives pour la discréditer : agriculture raisonnée, durable et aujourd'hui HVE.

On en est encore là aujourd'hui.

Le mouvement de l'agriculture biologique n'a pas, comme l'industrie agricole et alimentaire, les moyens

de faire du lobbying. A la COP 26, il y avait plus de représentants des grandes firmes amont (semence, engrais, produits chimique...) et aval (industrie agro alimentaire, grande surface...) que de représentants de pays menacés par le réchauffement climatique, de représentants de mouvements paysans...

Le monde
marche pour
ceux qui le
dirigent, au
détriment de
plus grand
nombre...

SORTIR DU PRODUCTIVISME •

Or les réseaux de l'agriculture paysanne et biologique ne se réclament pas alternatifs, mais la seule voie possible pour nourrir l'humanité toute entière. Après ces décennies d'agriculture industrielle, chimique et mécanique, il faut se rendre à l'évidence : ça ne marche pas. La faim dans le monde continue, le nombre de paysans diminue toujours, la nourriture produite est un scandale pour la santé publique, les agriculteurs sont victimes de maladies professionnelles. De plus, sans soja issu de la déforestation, sans engrais chimique grand contributeur des gaz à effet de serre ou sans gazole, le tous bon marché et venant des 4 coins du monde, le système ne marche pas. Si l'on prend en compte tous les coûts cachés sur les pollutions de l'eau, de l'air, sur la santé publique, etc, on s'aperçoit qu'il est largement et très fortement subventionné !

Mais on continue...

On écoute subjugué des initiatives qui apportent des évolutions à la marge, sans changer le système.

Il se dit :

« sans cette agriculture intensive nous ne pouvons pas nourrir le monde ». La nourriture de part le monde est principalement issue de petite ferme vivrière, où travaillent des femmes. L'agriculture industrielle ne produit que 30% de l'alimentation en ayant accaparé 70% des terres et souvent les meilleures.

Il se dit :

« comment pouvez-vous faire du bio alors que la pluie n'est pas bio ». Une pluie polluée par le système économique choisi est-elle pire que les 6 traitements en moyenne sur un blé qui fera notre pain et qui reçoit de toute façon cette même pluie ?

Il se dit :

« Heureusement que tout le monde ne fait pas comme ces paysans bio, sinon ils ne pourraient pas vendre ». C'est tellement triste de se dire que ces produits bio ne sont pas les plus appréciés parce qu'on a appris à aimer cette agriculture industrielle. Tellement triste que les produits passés par l'industrie agroalimentaire, standardisés, deviennent la norme, répondant à nos pulsions (sucré salé stérilisé à outrance). Triste aussi que tout le monde n'ait pas les moyens de s'acheter ces produits parce que, étant moins subventionnés, ils sont effectivement plus cher.

POUR QUAND L'AUTONOMIE PAYSANNE ? •

Revenir à la polyculture élevage pour ne plus dépendre des engrais chimiques de synthèse dont la production est la première cause de réchauffement de la planète liée à l'agriculture.

Revenir à la polyculture élevage, pour que les élevages ne dépendent plus de céréales et soja venus d'on ne sait où et responsables de déforestation mais qu'ils soient produits localement, directement sur la ferme.

Revenir à la polyculture élevage pour qu'il n'y ait plus de régions spécialisées entraînant pollution d'un côté (l'exemple des algues vertes) et épuisement des sols de l'autre (Beauce).

Revenir à la polyculture élevage pour ramener naturellement plus de biodiversité dans les fermes, et améliorer la résilience de celles-ci.

Revenir à la polyculture élevage car cela fait des paysans heureux, qui connaissent la richesse du lien à l'animal, le cycle des saisons, la nature, et qui vivent de leur travail.

*Sur les fermes bio et paysannes
les paysans sont heureux,
sans savoir comment faire entendre
leur voix pour le dire,
en essayant de temps en temps
de se faire entendre
mais criant dans le vent...*



Ils finissent par retourner voir leurs vaches et leurs carottes. Réussir par l'exemple ne suffit pas. Il faut un rapport de force pour changer l'orientation de l'économie, et le domaine agricole est bien conservateur. Du «beau» monde n'a pas d'intérêt à le voir changer.

Pourtant les paysans ont la connaissance d'un monde rempli de bonheurs simples, d'un monde où la terre est respectée, où les animaux ont leur place, où se nourrir sainement est un art !

Rachel Rousselle

À QUI PROFITE LA MÉFIANCE ?

Logiquement, des politiques locaux considèrent que nous faisons de la politique puisque nous parlons du réel dont ils ne veulent pas parler ; puisque eux n'en font pas !

Il est étrange que nous, habitants voulant être des citoyens actifs, parlant de démocratie donc, éveillons de la méfiance.

Peut-être sommes-nous maladroits, mais nous sommes sincères et sincèrement inquiets, comme la majorité des français. Nous savons que les solutions passent par nous, par celles et ceux qui ne veulent pas se soumettre à l'injonction : votez puis taisez-vous !

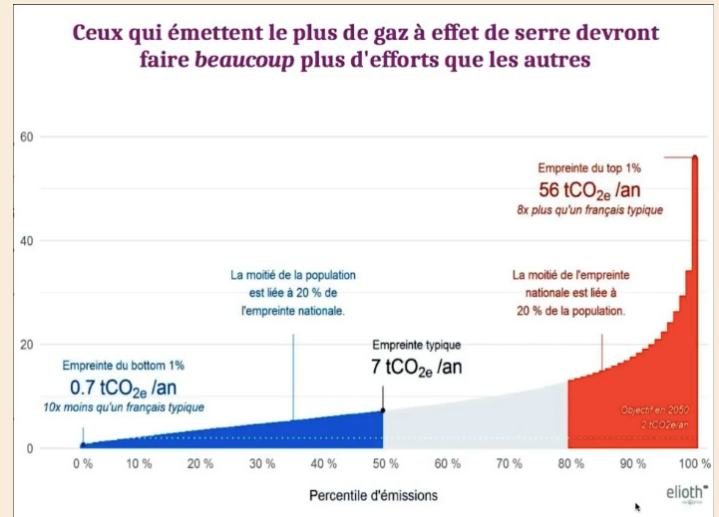
C'est une question de dignité, donc non négociable. Les orties ça piquent.

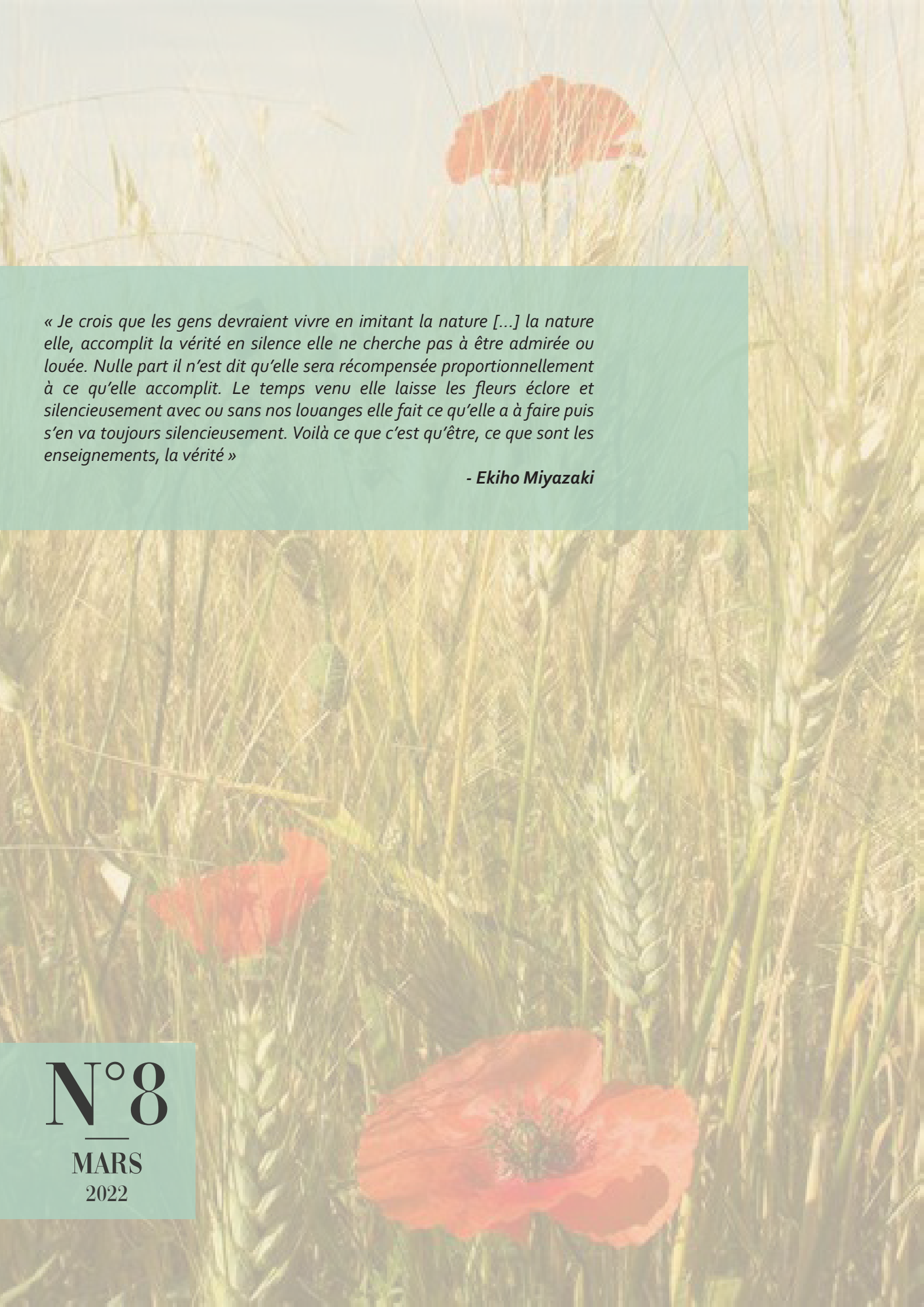
LE RÉEL ? IL EST SOUS NOS PIEDS, NOUS LE PIÉTINONS.

Synthèse ou présentation du 2ème volet du 6ème rapport du GIEC, la situation est toujours plus alarmante que prévue.

https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/crise-climatique/directchangement-climatique-les-experts-dugiec-rendent-un-nouveau-rapport-sur-lesconsequences-pour-la-planete_4985802.html ou https://bonpote.com/33-milliardsdetres-humains-exposes-au-changementclimatique-le-nouveau-rapport-du-giec-estsans-appel/?fbclid=IwAR2Zjgyymy9vuT1iw_oH_rFJgHL2QPXrFpoeK8qoZ6_sSj5fXv5vwGAfKs6k ou version radio sur France Culture « atlas de la souffrance humaine... » <https://www.franceculture.fr/emissions/la-methode-scientifique/giec-deuxieme-round>

Vous cherchez la solution sans sortir de chez vous ? C'est le problème !





« Je crois que les gens devraient vivre en imitant la nature [...] la nature elle, accomplit la vérité en silence elle ne cherche pas à être admirée ou louée. Nulle part il n'est dit qu'elle sera récompensée proportionnellement à ce qu'elle accomplit. Le temps venu elle laisse les fleurs éclore et silencieusement avec ou sans nos louanges elle fait ce qu'elle a à faire puis s'en va toujours silencieusement. Voilà ce que c'est qu'être, ce que sont les enseignements, la vérité »

- Ekiho Miyazaki

N°8

MARS
2022